

DOCUMENTS D'ARCHIVES MIS EN LIGNE AU LENDEMAIN DE LA JOURNÉE DE LA FEMME DU 8 MARS 2006

Par décret du Président de la République en date du 19 avril 2000, Mme Evelyne Sullerot, correspondant de l'Académie, était promue au grade de Commandeur dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Déléguée par la présidence, Alice Saunier-Séité, membre de l'Académie, a remis ses insignes à Evelyne Sullerot lors de sa réception dans le grade.

Retrouvez ci-dessous, leurs interventions respectives.

Allocution de Mme Alice Saunier-Séité

Evelyne Sullerot,

Votre personnalité hors normes nous impressionne. Par votre culture et votre talent multiformes, par votre généreuse et inlassable activité — par votre détermination et votre courage inébranlables, vous êtes un des acteurs déterminants de la seconde moitié du 20^{ème} siècle car vous avez contribué à changer fondamentalement la vie privée des Français.

Agée de 29 ans seulement (et en charge de 4 jeunes enfants) vous fondez le “Planning familial” avec le Docteur Marie-André Weil-Hallé. Vous affrontez alors “des femmes hargneuses et des hommes déchaînés”. A Nancy, ils vous lancent même des œufs à la tête. “Dégoulinantes d’albumine, nous continuions à prêcher” dites-vous. Car il vous semblait urgent d’aider les jeunes femmes qui devenaient mères malgré elles dans l’indifférence apparente des pères.

Dans l’euphorie de la Libération, c’était le “Baby-boom”. Les grossesses succédaient aux grossesses. Les jeunes mères s’épuisaient entre les couches du bébé et les avortements. Vous avez bravé la loi en important et distribuant les préservatifs interdits en France.

Simultanément, vous élargissez et approfondissez vos connaissances. En 1964, vous publiez votre thèse sur la presse féminine et en 1965 “Demain les femmes”, traduit en 11 langues.

L’on comprend que, en 1967, vous ayez été la première, et longtemps la seule, appelée à assurer un cours d’université sur les problèmes des femmes, à la fois à Bruxelles et à Nanterre. Vous y abordez tous les aspects : sexualité, maternité, rôle dans la famille, évolution juridique, travail, emploi, consommation, vie civique et politique.

1967, c'est aussi le vote de la loi sur la régulation des naissances (loi Neuwirth) dont les décrets d'application se feront attendre deux ans.

La loi Neuwirth, c'est le couronnement de votre combat pour le "planning familial", mais c'est aussi le début de votre désenchantement, de la chute des mariages, du déclin de la démographie, de "l'immense bavardage" des psy et des travailleurs sociaux, du rôle des "néo-progressistes" qui n'aiment pas la famille, des divorces et de la monoparentalité (vraie ou fausse, puisque les enfants nés hors mariage rapportent plus que ceux d'un couple marié). "C'est bien, dites-vous, le degré zéro de la famille."

Votre compétence unique fait de vous un expert international. La C.E.E. , l'O.I.T., l'O.N.U., vous chargent de rapporter sur la formation professionnelle et l'emploi des femmes, l'évolution de la famille, les incidences socio-démographiques. Vous publiez alors, outre des rapports, une série de titres :

- "Histoire et sociologie du travail féminin" en 1968,
- "La femme dans le monde moderne" en 1970, (tous deux traduits en une dizaine de langues)
- "Les Françaises au travail" en 1973,
- "Histoire et mythologie de l'amour" en 1974 (couronné par l'Académie Française).

En 1974, vous êtes appelée au C.E.S. où vous siégerez 15 ans, à la section du Travail puis à celles des Affaires Sociales.

La même année 1974, vous fondez l'Union des Centres "Retravailler" que vous présiderez pendant 15 ans : ils ont touché, sous votre impulsion, 400 000 femmes dans 270 villes de France. Mais vous étendez aussi cette action dans la C.E.E. , et jusqu'au Canada et au Japon.

Dans votre dernier livre, vous écrivez : "tout n'était pas facile, mais tout pouvait être tenté par des femmes, pour des femmes. Aussi ai-je été, trente ans durant "politiquement correcte" sans le savoir [...] après l'opinion publique a basculé" [...] une morne indifférence à autrui qui laisse penser que nous voici dans une démocratie où chacun peut songer à ses propres affaires et ne peut songer qu'à cela."

En 1978, vous présentez au C.E.S. un rapport remarqué sur la démographie de la France. Vous avez pris conscience des risques que la crise démographique fait courir à la société française (donc aussi à la cause des femmes). Dans votre livre "Le fait féminin", publié la même année, vous affirmez le rôle essentiel de la maternité.

Vous publiez en 1984 "Pour le meilleur et sans le pire" à la suite d'un autre rapport du C.E.S. sur le statut matrimonial. Vous montrez que le non remplacement des générations est lié à la fragilité des couples, Vous constatez, je cite

"Pour l'individu désormais, la sexualité s'est détachée de la fécondité et la fécondité n'est plus forcément liée au mariage. Le couple n'est fondé que sur lui-même dans son immédiateté. Il est sa propre fin, dans la recherche d'un état de plaisir réciproque. [...] Il ne se vit pas lui-même comme un prélude à la famille. Il peut donner naissance à un ou

des enfants, mais l'enfant n'est pas son projet. [...] L'enfant ne cimentera pas ce couple. Il est encore moins cimenté par le devoir de participer, en tant que famille, à l'édification de la société, sentiment qui lui est tout à fait étranger."

Notre confrère Alain Besançon estime que "le poids du communisme, les rêveries sur les réalisations soviétiques eurent leurs répercussions : on mit les enfants à la crèche, et on ne donna pas un sou pour la mère au foyer. Les mœurs antiques, qui avaient tenu bon jusqu'ici, ne passent plus auprès de la jeune génération."

Et vous ajoutez :

"S'arrêtant à ce jour, on peut dire que peu ou prou, cette révolution a profité aux individus au détriment des familles, aux mères au détriment des pères, aux moins aimants et au plus malins au détriment des plus amoureux et des plus confiants, aux plus riches au détriment des plus pauvres, aux adultes jeunes au détriment des plus vieux, enfin, largement aux adultes qui l'ont faite au détriment des enfants que l'on oublie. L'individu a gagné contre la famille."

Vous proclamez que l'enfant a besoin de son père dans votre livre publié en 1992 "Quels pères, quels fils?"

En 1980, vous vous étiez engagée dans l'Alliance nationale et vous étiez entrée au Conseil de rédaction de la revue "Population et Avenir".

En 1994, avec notre collègue Jacques Dupâquier, Gérard Cabot et quelques autres, vous élaborez un avant-projet de Code de la famille inspiré du Code Suédois qui fut agréé par Madame Codaccioni, mais hélas, abandonné quand elle quitta le gouvernement.

En 1997, vous publiez un chef d'œuvre "Le grand remue-ménage : la crise de la famille", réédité en 2000. Je l'ai lu avec d'autant plus de passion qu'il porte sur une période que la plupart de nos confrères ont vécu personnellement, celle qui sépare 1939 de nos jours. Ils l'ont vécue dans leurs mariages, leurs enfants, les mariages ou les concubinages de ceux-ci, les divorces et les drames tristes dont on n'aime pas parler, les joies aussi dont la pudeur interdit également de faire cas. Dans cette histoire secrète, de plus d'un demi-siècle, nous nous reconnaissons de façon saisissante.

Vos observations recourent parfaitement celles de notre confrère Dupâquier : l'année pivot ce n'est pas "68" mais "65". Le modèle familial, qui remontait pour le moins à Rome et à la Bible, s'écroule dans les mœurs. La démocratie individualiste qui jusqu'ici était un concept politique, qui ne s'appliquait qu'au champ politique, déborde. Elle entre maintenant dans la relation maître-élève, médecin-malade, clergé-laïque, et bien sûr, entre dans la famille et jusque dans le couple.

Les lois, comme il en va toujours, suivent les mœurs avec retard. Entre 1965 et 1975, elles changent complètement le droit de la famille. La paternité s'efface, la puissance maternelle s'accroît. L'interruption volontaire de grossesse devient une tolérance, puis un droit imprescriptible et sacré, en attendant de devenir un devoir.

Vous décrivez avec votre talent d'écrivain, votre sensibilité et j'oserais dire, une profonde pitié, cette immense révolution qui s'accomplit sous nos yeux dans les quinze dernières années. Dans les trois derniers millénaires, au moins, le mariage avait pour but la procréation des enfants.

L'amour, qui naissait dans le couple aussi souvent qu'aujourd'hui était fondé sur le mariage. Puis, depuis Rousseau, la situation s'est renversée : le mariage a voulu se fonder sur l'amour. Aujourd'hui, il est question du désir, de l'amour narcissique de soi et la libération sexuelle, quand elle ne signifie pas l'entrée dans l'esclavage du sexe, amène, comme l'a montré Houellbecque, l'extinction du désir. Votre livre n'est pas cependant pessimiste. Vous voyez, ça et là, un progrès du bien à côté d'un progrès du mal. Il arrive encore que les garçons et les filles s'entendent, cohabitent, se marient même, et qu'ils s'encombrent de bébés.

Je ne sais pas si votre dernier livre ne rend pas un son encore plus désolé. Je parle de ce "Diderot dans l'autobus" qui vient de sortir. C'est un enchantement. Vous passez rue Richelieu et vous pensez à Denis Diderot, le plus sain, le plus "normal", familialement et sexuellement de nos grands écrivains du XVIII^{ème} siècle. Cet homme de toutes les libertés, cet adversaire né des conventions de son siècle qu'il n'a cessé de braver, est, du point de vue qui vous occupe, un "classique". Vous évoquez de façon charmante sa "pie grièche" de femme qu'il n'a pas pour autant abandonnée, sa fille qu'il couve tendrement, éduque à l'ancienne lui donnant des cours de sexualité et Sophie Volland à qui il aurait bien fait un enfant. Vous y mêlez vos souvenirs et vos réflexions. Je recommande à tous votre inénarrable description de la Gay Pride que vous avez regardé défiler sous vos fenêtres en imaginant ce qu'en aurait pensé le fils si gaillard du coutelier de Langres. Il y a beaucoup de mélancolie, des regrets, des appréhensions bien justifiées quant à l'avenir de nos enfants et petits enfants, car vous en avez qui sont à vos côtés aujourd'hui.

Chère Evelyne Sullerot, pourquoi cet engagement civique et social, pourquoi ces combats, pourquoi cette œuvre écrite à la fois sociologique, juridique, démographique, étayée par de fortes connaissances médicales ?

Vos talents d'écrivain vous assuraient une célébrité de romancière. Votre dernier roman, "Alias", est bouleversant.

Mais la littérature n'était pas un destin suffisant pour une adolescente qui transportait et cachait des armes pendant la dernière guerre et qui à 17 ans était incarcérée à Nîmes, pour la descendante de ces pasteurs d'origine alsacienne ou vivaroise qui lui ont légué l'honneur des droits de l'homme et de la liberté.

Mes propos voudraient vous dire combien vous êtes digne :

- de votre grand-père dreyfusard, le Pasteur Roustain,
- de votre père, le Pasteur et médecin André Hammel et de votre mère Georgette Emilie Roustain, parents de cinq enfants, tous deux titulaires de la "Médaille des Justes",
- de votre frère, premier des jeunes Résistants internés à Montluc en décembre 1940, puis lieutenant-colonel des Forces Françaises de l'Intérieur à 23 ans auprès du colonel Berger (André Malraux).

Réponse de Mme Evelyne Sullerot

Monsieur le Président,
Monsieur le Chancelier,

Madame,
Madame le ministre,

Monsieur le Secrétaire perpétuel

Mes chers confrères

Mesdames, Messieurs, mes chers amis, mes chers enfants

On vous l'a dit : je suis de famille et d'éducation protestante. Enfance ô combien heureuse dans une turbulente famille nombreuse, — mais l'examen de conscience tous les soirs ou presque. J'en ai conservé un tenace sentiment de culpabilité dont mon mon mari a patiemment cherché à me délivrer, sans y parvenir tout à fait. A preuve, la conscience de mon indignité m'accable quand m'échoient de tels honneurs : une décoration si prestigieuse, sous des auspices si prestigieux, dans une compagnie si prestigieuse ! Alors que je n'ai même pas gravi les échelons requis d'une carrière classique !

Aussi, cette ultime décoration, la vieille dame que me voici aimerait la dédier à qui de droit.

A mon père, qui en eût été très touché, mais bien surpris. Même s'il était fier de sa petite fille quand elle récoltait des premiers prix, plus tard il apprécia surtout que la jeune fille et la jeune femme sût "tout faire", comme sa mère : élever des enfants, laver, ranger, cuisiner, tailler et coudre, lessiver des peintures et poser du papier peint, et qu'elle pût l'aider dans sa clinique comme standardiste, garde de nuit économe, assistante pour les électrochocs, etc... Une vraie femme, en somme. Mon père n'était nullement anti-féministe, — seulement inconscient du fait qu'il pût y avoir un problème. Plus tard, dans les années 60, lorsque je publiai mon second

livre, *La vie des femmes.*, il m'a même dit : "Nous avons été bien injustes envers les femmes...". Mais je ne pense pas que son remords fût allé jusqu'à la cravate de Commandeur. C'est plutôt moi qui me sens confuse que mon père, de plus grand mérite et de plus grand courage que moi, fût seulement Chevalier de la Légion d'Honneur. Madame le Commandeur lui rend les armes. C'est vrai qu'il avait aussi la croix de guerre et la médaille militaire, gagnées en 14-18 dans les fusiliers-marins, et que je suis parvenue, bien des années après la mort de mon héros de père, à établir le dossier qui lui a valu, à titre posthume, la Médaille des Justes, décernée par Yad Vashem (association pour le souvenir et la mémoire de la Shoah) car mon père a caché, de 1942 à septembre 1944, et sauve onze Juifs français et étrangers. A ce Juste que fut mon père, médecin des corps et surtout des âmes, dont la vie entière fut aux autres, je dédie cette distinction. Elle m'a été donnée peut-être aussi parce que, depuis quinze ans, j'ai bataillé pour que soient reconnus les droits des pères et la dignité de la paternité.

A ma mère, avec amour, je la dédie, bien certaine, qu'elle eût apprécié, elle, que femme, je sois recompensée pour services rendus aux femmes, et que la cravate de cet ordre si masculin me soit

Document mis en ligne le 9 mars 2006
au lendemain de la Journée de la Femme du 8 mars 2006

remise par une femme ancien ministre, membre de l'Institut (il n'y en a pas tant !) qui fut la première femme recteur d'université. Chère Alice Saunier-Séite, avec votre loyauté coutumière, vous m'avez dit que le fait d'être femme ne vous avait jamais désavantagée, que vous ne vous étiez pas sentie discriminée. "Et vous ?" m'avez-vous interrogée. Je vous ai répondu que moi non plus je ne me rappelais pas avoir été barrée comme femme. Et même, en toute franchise, depuis que notre société française a décidé que "la femme est l'avenir de l'homme", il me semble avoir été parfois avantagée, promue parce que femme. Je ne l'ai pas fait exprès et je demande pardon aux hommes auxquels ces indulgences ont pu faire ombrage.

Mais, chère, Alice, depuis quand avons-nous constaté les honnêtes dispositions de notre société à notre égard ? Avant cela, vous-même, combien d'années avez-vous passées, ma chère marraine, à soigner, à sacrifier votre jeunesse à prendre soin d'autrui au lieu de construire votre vie et votre carrière ? Vous et moi avons eu des "chances égales", — mais tardivement. J'ai pour ma part connu les semaines de 80 heures de ménage et soins aux enfants jusqu'à 32-33 ans. Alors seulement, j'ai osé prendre un peu de temps pour étudier, agir, et, à 40 ans seulement, écrire. Que dire de ma mère ! Ce que j'ai fait pour les femmes, je l'ai fait pour ma mère, pour la mémoire de ma mère morte à 44 ans sans jamais avoir eu la moindre chance personnelle. Si j'ai voulu donner aux femmes la maîtrise de leur fécondité, ce fut pour venger ma jeune maman, épuisée par des maternités trop nombreuses pour sa santé. Aussi, à elle, à sa mémoire, je dédie cette distinction.

Mais ma très chère maman, aussi contestatrice que généreuse, se serait sans doute moquée de moi en "Commandeur". Elle m'a fait payer très cher, en haussements d'épaules et silences oppressants, chacun de mes prix d'excellence. Elle entendait me défendre de tout orgueil. Mais elle affichait aussi une constante indifférence pour les prix, les titres et les grades, n'appréciant que la distinction du cœur et l'audace de l'esprit. Dans sa trop courte vie passionnée, elle a cherché à enseigner à ses cinq enfants à toujours s'indigner des injustices et s'engager pour les autres. J'ai toujours pensé que la parole du Christ : "*Heureux ceux qui ont faim et soif de justice*" lui était mystérieusement destinée. S'engager pour les autres quoi qu'il en coûte. Il a dû lui en coûter beaucoup de voir ses enfants s'exposer à de grands dangers, — surtout mon frère Jean-Pierre, arrêté pour "gaullisme" en janvier 1941 à 19 ans, emprisonné, jugé, évadé, puis clandestin condamné à mort pendant trois longues années. Mais ma mère nous a toujours soutenus.

Quand en 1942 les gendarmes sont venus m'arrêter, ils ont fait lever ma mère malade pour fouiller son lit, ils ont osé sonder son matelas et ses oreillers ! Elle, d'une voix haletante, à bout de souffle, (elle n'avait plus que quelques mois à vivre) les tançait d'importance : elle leur faisait honte, leur rappelait leur devoir envers la France. Me désignant, elle a dit : "Cette enfant n'avait que 15 ans quand elle a vu son pays défait, dévasté, déchiré, envahi, occupé, et elle a compris qu'il ne fallait pas se résigner.."

Vous aussi, Alice Saunier-Séite, vous n'aviez que 15 ans en ce funeste printemps 1940, et vous avez compris que vous deviez, avec les forces et les faiblesses de votre âge, devenir, comme vous l'avez dit "un petit soldat au service de la France".

A mes enfants et petits-enfants présents ici, je voudrais tenter de faire comprendre ce qu'a représenté pour nous l'effondrement de notre pays, ce pays que nous ne savions même à 15 ans, que nous aimions tant. Vous, élevés dans la liberté publique et les libertés privées, l'évocation de la patrie, de l'amour de la patrie vous paraît un peu suspecte. "Nationalisme ?" Vous pensez peut-être qu'en 1940, il y avait plus grave : la liberté était perdue, les droits de l'homme bafoués. Certes. Nous, adolescents, nous découvrions d'un coup que nous ne pouvions plus sortir le soir, plus nous déplacer, plus lire, écrire, parler librement. Pas même manger librement à notre faim, — et ça

compte, à 15 ans ! Notre “qualité de vie”, comme vous dites aujourd’hui, était moins que médiocre : exécrable. Nous compensions par l’exaltation des sentiments, dont l’amour de la patrie. Nous chérissions la République française perdue, dont nous n’avions pas eu le temps d’éprouver les faiblesses, et détestions l’Etat vichyssois omniprésent : dans chaque salle de classe, le portrait de son chef, dont il fallait chanter les mérites en marchant au pas. La lamentable arrogance de ses séides nous faisait plutôt rire. Notre douleur la plus profonde, la plus insupportable avait été le collapsus de la France en Mai-Juin 1940. L’année de nos 15 ans, notre pays s’était dérobé sous nos pieds, la France, notre France dont nous étions consubstantiels sans le savoir. Les années qui suivirent furent incomparablement plus dures : l’étai se resserrait, les dangers se précisaient, certains d’entre nous disparaissaient, nous avions de plus en plus faim et, parce que nous avions encore grandi, nous n’avions plus une robe ou un costume convenables. Nous vivions dans l’espoir et la préparation active de la résurrection de notre patrie, après sa mort apparente, en Mai-Juin 1940.

Monsieur le Président vous qui avez, avec les Français libres du Général De Gaulle et la Légion, mené les combats les plus rudes, depuis l’Afrique, qui vous êtes glorieusement battu en Italie, qui avez débarqué en Normandie pour ensuite délivrer Paris, vous qui, capturé par le Vietminh, avez réussi la plus improbable des évasions; vous qui avez assumé les plus grandes responsabilités d’abord administratives, puis gouvernementales, jusqu’à la responsabilité la plus haute de l’exécutif au poste de Premier ministre ; vous qui avez dû vivre tant d’épisodes dramatiques ou très difficiles, — vous nous avez dit voici peu, à Alice Saunier Séité et à moi, que la défaite et la débâcle de 1940 demeurait votre plus douloureux souvenir, la plus profonde tristesse que vous ayez éprouvée.

Notre génération a subi ce choc à 15 ans. Vous m’avez dit, ma chère marraine : “Nous n’avons pas eu de jeunesse.” En un sens, oui, mais que nous étions fervents ! Aussi je voudrais dédier ma décoration à ceux de mes contemporains qui ont payé de leur vie leur premier engagement d’adolescents ; à ceux qui ne sont pas revenus de la déportation ; à ceux qui ont traîné le reste de leur vie des souffrances endurées à 17 ou 18 ans ; et à tous ceux (et celles bien sûr) qui, entrés en clandestinité juste après leur bachot n’ont pu faire les études que d’autres, plus prudents, ont poursuivies, — si bien que quand les premiers sont sortis des maquis ou rentrés de l’armée, assez tourneboulés, les seconds, diplôme en poche, avaient pris les bonnes places ! On nous a réservé des “sessions spéciales”. C’est à peu près tout. A tous mes contemporains morts, abîmés ou déstabilisés durablement à 20 ans, je dédie cette distinction que je mérite moins qu’eux.

Nous, les filles, (on disait “les jeunes filles”) — fagotées de jupes retournées et de pulls détricotés et rettricotés par nos soins — parce que nous risquions moins d’être arrêtées et fouillées que les garçons, nous portions des messages, des tracts, des journaux, parfois du plastic pour faire sauter les trains, lequel sentait le Pont-l’Evêque ce qui faisait humer les gens dans le métro : il fallait changer de wagon chaque fois que les renifleurs commençaient à identifier de quel sac à dos venait l’odeur. A 18 ans, un jour je cachais des grenades dans l’armoire de ma chambre, un autre, je raccommodais, sans prendre le temps de les laver, les chaussettes d’un futur académicien. Un militant du mouvement Libération était arrivé à une réunion des F.U.J.P. avec des trous si énormes a chaque talon que j’avais dû poser des pièces de tissu pour les boucher. je ne voulais pas que ce clandestin se fit remarquer par ses pieds. Mission accomplie. Je sus bien plus tard qu’il s’appelait de son vrai nom Jean Dutourd et qu’il n’a cessé de se battre pour la langue française.

Donc, nous, les jeunes filles, nous rendions d’humbles services et assumions des tâches obscures. Mais, dès la Libération, nous prîmes le premier rôle et offrîmes à la France ce qu’Alfred Sauvy appela “une divine surprise” : — une explosion de naissances — le fameux baby boom. Le

général De Gaulle rappelait que, sans un sursaut démographique, la France ne serait plus “qu’une grande lumière qui s’éteint”. Nous l’avons ranimée.

Les générations de 800 000 bébés par an se succédèrent. Je m’en réjouis encore. Mais, nous, très jeunes femmes très mal logées, écrasées de tâches aujourd’hui oubliées, mal remises de notre adolescence mal nourrie et mal soignée, nous l’avons payé cher, cette guerre pour la vie que nous avons gagnée dans des foyers sans le moindre confort (un foyer sur deux n’avait alors pas l’eau courante, et tout le reste à l’avenant...) Nous l’avons payé cher en santé physique et mentale, en épuisement — en prises de risques insensées. On a sérieusement cherché à l’époque, à l’INED, à déterminer à peu près le nombre annuel d’avortements clandestins effectués dans les pires conditions. Le résultat était effarant. Dix ans après la Libération, une jeune femme, gynécologue, atterrée par ce qu’elle voyait et entendait de ses patientes, a eu l’immense courage de dénoncer cette souffrance, ce gâchis, de dénoncer la loi uniquement répressive, l’impuissance des médecins devant les angoisses et les paniques, leur ignorance des techniques alors existantes qui permettaient un espacement raisonnable des grossesses. C’est ici, en 1955, à l’Académie des Sciences morales et politiques, que le Dr Marie-Andrée Lagroua, introduite par son mari, le grand pédiatre Weill-Halle, s’est adressée à la conscience publique en parlant de ce sujet tabou. C’est l’honneur de l’Académie des Sciences morales et politiques d’avoir permis que soit rompu un silence hypocrite.

Deux grands esprits cautionnèrent ses propos avec une vraie largesse d’esprit : Gabriel Marcel et Marc Boegner, — un philosophe catholique et un pasteur président de la Fédération protestante de France. Le lendemain, mon mari me montra quelques lignes parues dans la presse sur cette intervention. J’écrivis sur le champ à cette inconnue, Marie-Andrée Weill-Halle, en lui proposant de fonder une association de femmes pour défendre la cause de la maîtrise de leur fécondité par elles-mêmes, pour le plus grand bien des couples. Ce que nous fîmes en quelques semaines. Nous avons, à nous deux, sept enfants de moins de douze ans, et pas d’argent. Elle arrêta une stratégie : médecin, elle se chargeait des aspects médicaux, et me demanda de me consacrer aux aspects démographiques, sociologiques et psychosociologiques. C’est elle qui décida, ainsi, de ce qui allait devenir sinon ma carrière, du moins mon champ d’action. Je tiens à rappeler que nous n’étions ni l’une ni l’autre malthusiennes, mais très convaincues de la nécessité d’une puissante politique familiale. Si les gouvernements nous avaient écoutées, la liberté de concevoir, de toute façon inéluctable, ne se serait pas accompagnée d’une baisse préoccupante de la natalité. Nous étions bien trop soucieuses du bien public pour brader l’avenir du pays à tout va. Mais nous tenions à ce que soit reconnue à chaque femme la responsabilité de son propre destin par la maîtrise de sa propre fécondité. Quel vacarme nous avons déclenché ! Nous avons contre nous à la fois le Parti communiste, l’Eglise catholique, et l’Ordre des médecins... Il fallait aussi nous garder des surenchères libertaires, veiller à ce que s’installe un débat sérieux et serein, préparer avec les politiques les nécessaires modifications législatives. Comme vous, Monsieur le Professeur Chaunu, nous étions persuadées que c’étaient des femmes que dépendait désormais la survie des nations. Il nous fallait en persuader les hommes, médecins, démographes, politiques. Les choses ne se sont pas faites dans la hâte, Monsieur le Professeur, puisqu’il s’est écoulé 12 ans entre l’adresse de Marie-Andrée Weill-Halle à l’Académie et le vote de la loi Neuwirth ! Ces années me donnèrent l’occasion de nouer une amitié qui m’honorait beaucoup avec Alfred Sauvy et de fréquenter beaucoup l’INED.

Vous comprendrez que je veuille dédier ma décoration de ce jour à celle qui la méritait mieux, à Marie-Andrée Weill-Halle trop tôt disparue, qui fut avant tout un médecin compatissant que la souffrance inutile révoltait, une femme qui voulait que soit reconnue à la femme la maîtrise de son destin, une catholique convaincue qui voulait le bonheur des autres et une citoyenne responsable pénétrée au plus haut point du souci de l’intérêt général. Je le dis devant sa fille ici présente.

Je salue également le Dr Christiane Verdoux, témoin des temps héroïques, et très fidèle à notre cause, je salue affectueusement l'arrière-grand-mère qu'elle est devenue, car elle a su conjuguer vie professionnelle et vie familiale, diffusion de la contraception et réalisation d'une famille.

Sur la lancée que m'avait imprimée Marie-Andrée, j'ai enchaîné les enquêtes d'opinion et d'attitudes auprès des femmes, les études de contenu de la presse féminine, les biographies éducationnelles, familiales et professionnelles de femmes de tous milieux. Par le plus grand des hasards, on me demanda un livre sur la presse féminine. Ce livre, pour lequel je ne touchai pas même de droits, eut un beau succès et me donna le goût d'écrire. Il me donna aussi l'idée de faire une thèse d'histoire sur la presse destinée aux femmes depuis le XVIII^{ème}, ce qui me permit de suivre, dans des magazines très révélateurs, toute l'évolution des idées, de la morale et des sentiments touchant aux femmes, à la famille, à l'éducation des enfants.

A partir de là, j'ai partagé mon temps, sans plan préconçu, entre des études sur le terrain, des livres qui décrivaient la réalité que j'observais, et des actions que j'éprouvais le besoin de lancer pour tenter de modifier cette réalité. J'ai appliqué cette méthode en trois temps à des sujets variés : le travail et l'orientation professionnelle des femmes ; les études et les formations des filles et des femmes en Europe et la nécessaire diversification de leurs choix professionnels ; la désaffection pour le mariage et l'instabilité des couples en France ; le désintérêt pour la fonction paternelle, les ruptures du lien père/enfant et les difficultés des pères séparés ; la crise de la famille et ses liens avec la baisse de la fécondité ; la lutte contre les toxicomanies, etc.

Que de personnes j'ai à remercier de m'avoir aidée, secondée, soutenue au long de cette succession de diagnostics suivis de recherche de remèdes ! A commencer par mes précieuses collaboratrices des centres RETRAVAILLER, dont certaines sont ici. Pendant des années, elles ont inventé un métier consistant à établir des bilans d'aptitudes et des voies de recherche d'emploi pour des dizaines de milliers de femmes de tous âges et de tous milieux. Comme moi, elles ont été des centaines de fois arrêtées dans la rue par d'anciennes stagiaires reconnaissantes qui disent toujours : "ça a changé ma vie !" C'est notre récompense. Mais je veux y ajouter ma gratitude pour avoir, avec un total désintéressement, adopté avec enthousiasme mon projet, l'avoir amélioré, l'avoir transformé en réalité humaine. Maintenant, tout le monde nous copie. C'est la preuve que nous avons réussi. Nous avons prouvé qu'on peut changer l'opinion et les faits par une initiative privée reprise ensuite par les services publics. Toutefois, notre rude travail pionnier était porté par le courant en faveur des femmes qui a balayé la France des années 70-80. Nous étions, sans le savoir, politiquement correctes.

Il m'est vite apparu que les choses se présentaient tout différemment quand je me suis attaquée à des sujets classés "réactionnaires" par ceux qui font la mode depuis les années 70 : - la fonction paternelle, par exemple et le sort injuste fait aux pères divorcés et séparés ; - la famille, indispensable cellule de transmission de la vie et d'éducation des enfants ; - la nécessité d'une politique familiale vigoureuse pour permettre à des hommes et des femmes plus individualistes que jamais de poursuivre leurs buts personnels, mais en ayant et éduquant assez d'enfants pour assurer l'équilibre de la communauté nationale et européenne..

Je n'en admire que plus les militants des associations qui ont le courage de camper sur ces terrains difficiles et je les assure qu'ils peuvent compter sur moi autant que je vivrai, si l'appui d'une vieille dame peut encore leur être utile.

Les associations en faveur des pères, peu à peu, modifient l'opinion, exercent une vigilance efficace auprès des juristes et des politiques, et ce pour le plus grand bénéfice des enfants. Je salue tout particulièrement les femmes, de plus en plus nombreuses, qui en font partie.

Les associations familiales, et bien sûr surtout les plus proches de mon cœur, les AFP, ont une tâche plus difficile encore car les médias les discréditent systématiquement quand elles sont fidèles aux prescriptions que leur avait fixés la République, du temps où elle se préoccupait des familles. Tenons bon, n'acceptons pas les sophismes et les assauts destructeurs des Tartuffes de la provocation et des sexolâtres. Les "homoparents" n'existent pas, n'ayons pas peur de le dire. La politique familiale n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fût et de ce qu'elle devrait être, n'hésitons pas à le répéter. Nous devons nous battre pour les jeunes parents : il faut qu'ils puissent, tous les deux, concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale avec au moins deux enfants.

Voilà bien le terrain, que dis-je ? le front le plus difficile à tenir: celui de l'action continue en faveur de l'avenir de la population. Je sais qu'à l'Institut on est très sensible aux enjeux démographiques. Permettez-moi de parler de cette chère association plus que centenaire, POPULATION & AVENIR, dont Gérard-François Dumont est aujourd'hui président et moi-même présidente d'honneur. C'est le seul lieu permanent, aujourd'hui, de lutte contre la désinformation démographique. On y étudie aussi bien l'inégalité géographique du vieillissement qui sclérose déjà une partie du territoire national, que les solutions qui permettraient d'éviter les injustices et les impasses du système de retraites, que l'avenir de l'Europe, de ces pays méridionaux qui vont à la catastrophe car ils n'ont pas su comprendre qu'il fallait responsabiliser et aider les femmes, les femmes étant décidément aujourd'hui la clef du problème et elles ne redeviendront pas ce qu'elles furent : *casadas a casa*. POPULATION & AVENIR, association irréprochable où sont également représentées la gauche et la droite préoccupées de l'avenir de la France et de l'Europe, a été calomniée par des idéologues au point que se sont tariées toutes les aides publiques qu'elle recevait, naguère encore importantes. Si je me fixe une tâche encore d'action sur le terrain, c'est de parvenir à aider POPULATION & AVENIR à vivre et à publier sa revue.

Publier. Ce fut là mon deuxième mode d'action, pour tenter de changer le monde ! Les livres permettent de diffuser idées et informations, et d'agir sur l'opinion. Quelle reconnaissance je dois à mes éditeurs de m'avoir permis de le faire ! Je devrais dire **mon** éditeur, puisqu'ils se sont succédés : Alex Grall d'abord, puis, après son décès, Claude Durand qui l'a remplacé. Le premier, très ouvert à la cause des femmes, a fait confiance à l'inconnue que j'étais et n'a cessé de soutenir, par la suite, tous mes projets, même celui d'une anthologie des écrits féminins sur l'amour, même l'édition d'un colloque scientifique comme LE FAIT FEMININ, toujours fidèle et affectueux. Le second a eu plus de mérite encore car, grâce à lui, j'ai pu m'attaquer à des sujets dérangeants. Il a d'autant plus de mérite que j'ai la détestable habitude d'avoir raison dix ans trop tôt, quand l'opinion n'est pas encore perméable à des idées trop novatrices : cela ne facilite pas le commerce qu'est la vente de livres. Mais Claude Durand est un vrai éditeur, et non un commerçant, et sa confiance m'a toujours portée. Il sait que je serais là, comme le plus grand nombre de ses auteurs, pour défendre le grand éditeur qu'il est contre des attaques inacceptables. En outre, parce qu'il était un véritable éditeur, avec lui j'ai senti que je pouvais oser devenir écrivain. Non plus seulement publier des livres, mais écrire.

Ecrire, c'est la vie et plus que la vie. Cela mange du temps, mais il vous est rendu au centuple. Merci à mon éditeur de m'avoir permis cette mutation sans jamais être le moins du monde directif ; merci à mon mari de me supporter écrivant pendant des heures et chaque jour : qu'il sache que c'est une autre façon de dialoguer. Merci à mes enfants et surtout à mes petits-enfants de supporter une Mamie qui écrit et qui est Commandeur de la Légion d'Honneur.